



ETAT MODERNE

Dans la crise que nous traversons, dire la **vérité** aux Français doit redevenir le point de départ de tout engagement politique. L'**impasse budgétaire** dans laquelle nous sommes nous rappelle chaque jour que trop de politiciens ont jugé la vérité superflue dans le débat public. Cette exigence, au fondement d'une **morale publique** assainie, est pourtant la base pour **réconcilier les Français avec leurs représentants**.

- **Commençons par affronter la réalité budgétaire...**

Le Parlement français n'a pas voté un seul budget en équilibre depuis 1974. En quarante ans la dette a atteint des niveaux record, près de 90 % du PIB, **mettant en danger jusqu'à notre souveraineté**.

Nous voulons **stopper net ce processus de surendettement** par une règle simple : toute augmentation des dépenses dans un domaine public doit obligatoirement être compensée par une baisse des dépenses dans un autre. Le recours systématique à la hausse des impôts ou à l'endettement nous prive du seul espoir possible pour sortir de cette spirale infernale : la croissance.

En plus de cette règle de bonne gestion, il est capital de **réformer la fiscalité pour retrouver la vitalité** économique dont nous avons besoin pour faire fructifier nos ressources. Cette réforme devra poursuivre un objectif d'efficacité et de justice fiscale. Nous entendons, pour ce faire, engager un processus d'harmonisation européenne de la fiscalité du travail et du capital afin mettre un terme au dumping qui empêche les peuples de sortir *ensemble* de la crise que nous affrontons tous.

- **...et par moraliser la vie publique...**

Le cumul des mandats est une exception française. Comment un député-maire peut-il s'investir correctement dans le travail législatif et la vie municipale ? Ses électeurs n'attendent pas un demi-travail d'élu... pas plus qu'ils ne le choisissent pour le voir amonceler des indemnités à la charge du contribuable !

Nous demandons à ce que **le cumul d'un mandat parlementaire et d'un mandat exécutif local soit rendu illégal**, et que le cumul des mandats dans le temps soit encadré. Une démocratie moderne ne peut pas respirer sans renouveler ses élus.



ETAT MODERNE

- ... pour réconcilier les Français et leurs élus.

Les citoyens d'aujourd'hui ne se sentent ni entendus ni défendus par leurs élus. Et pour cause, 40% des Français qui votent à l'élection présidentielle n'arrivent pas transcrire leurs opinions au moment des élections législatives.

Nous militons pour **faire évoluer les modes de scrutin afin qu'ils représentent mieux les sensibilités** politiques des Français. Nous entendons établir des élections législatives partiellement proportionnelles. Cette réforme sera le gage d'une meilleure représentation de l'opinion publique et donc la base d'une confiance renouvelée entre les Français et leurs élus.